

2016-2017

COMALACE

Dominique BONETTI (GLFF), Josette BREUIL (FFDH), Jean-François BROUSSE (GOL), Roger BRUNI (FFDH), Jose BUSTAMANTE (GLSE), Jeannine CHAMBON-FONTAINE (GLFF), Michel CICILE (GODF), Anne-Marie CUBRIS (GLFF), Jean De BRUEKER (FBDH), Jean-Louis DOMERGUE (GODF), Gérard LIORET (GLDF), Jean MASSAD (GLC), Denise OBERLIN (GLFF), Ina PIPERAKI (DELPHI-OMI), Joan-Francesc PONT-CLEMENTE (GLSE), Mireille RAUNET (FFDH), Christiane RECH (FFDH), Jean-Michel REYNAUD (GODF), Estrella ROJO (FEDH), Henri SYLVESTRE (GODF), Alain TIRARD (GLMU)

Vers une nouvelle Gouvernance européenne



SYNTHESE DES TRAVAUX

Vers une nouvelle gouvernance européenne

Introduction

Suite au discours de Junker sur l'Etat de l'Union¹, **Guy Verhofstadt² est intervenu et a fustigé les « ennemis » de l'Europe** ; les ennemis de l'intérieur qui visent sa destruction, les eurosceptiques, élus et élus au Parlement européen, **ces « populistes » qui « prêchent un faux sentiment de sécurité selon lequel avec des murs, nous résolvons tous les problèmes ! Mais comment préserver nos pays du changement climatique ou des terroristes ? Avec des clôtures ou des politiques européennes ? ».**

Avec le Brexit, une plus grande menace est apparue « un clivage sur l'Europe entre les générations, avec les plus jeunes en faveur et les plus âgés davantage sceptiques ». Pourtant Guy Verhofstadt veut rester confiant, il pense que **"l'Europe est le remède contre le cancer du nationalisme", le contrepoids à une mondialisation sauvage et que le Brexit est une opportunité pour l'Europe³, il plaide pour une « simplification spectaculaire de nos Institutions ».**

Il faudra relever d'urgence des défis pour y arriver !

- **Défi « d'une nouvelle gouvernance européenne », prenant en compte les positions de la société civile dans l'élaboration de politiques d'intérêt général** ; pour poursuivre la construction européenne vers un Etat démocratique, fédéral ou confédéral, ayant l'humain au cœur de sa conception, et entraînée par la mise en œuvre d'un projet social⁴ ;
- **Défi pour associer davantage la société civile** dans l'élaboration de politiques d'intérêt général et dans la résolution des problèmes sociétaux : promouvoir, financer ses actions en matière de défense de la laïcité qui garantit le vivre ensemble ;
- **Défi de l'accueil**, de l'encadrement, **du suivi des migrants**, notamment de ceux victimes des crises et conflits du Moyen-Orient ;
- **Défi de l'intégration des jeunes**, l'avenir de l'Europe, à la fois dans le monde du travail et dans la citoyenneté européenne par une politique économique et culturelle.

Ces défis, l'Europe peut les relever pourvu qu'elle mette au cœur la défense de l'Intérêt Général !

Le politique qui a en charge l'Intérêt Général doit écouter avant de prendre des décisions, légiférer et réglementer.

L'intérêt général n'est pas la somme ou la moyenne des intérêts particuliers : sa poursuite et sa défense induit « un critère de civilité »⁵ c'est-à-dire un sentiment, un désir d'adhésion ; et surtout il est exorbitant des intérêts particuliers.

« L'honneur fait mouvoir toutes les parties du corps politique ; il les lie par son action même ; et il se trouve que chacun va au bien commun, croyant aller à ses intérêts particuliers. »⁶ Montesquieu.

Bien que ce ne soit pas directement l'objet de ce travail, nous n'oublions pas que l'intérêt général concerne aussi un autre défi majeur : la sécurité intérieure et extérieure de l'Europe.

¹ Session plénière du Parlement Européen du 14 septembre 2016 sur l'état de l'Union.

² Président du groupe ALDE

³ <http://www.europarl.europa.eu/news/fr/news-room/20160909IPR41712/>

⁴ Voir notre rapport « Construire l'Europe par le social », 2013.

⁵ Colloque « L'intérêt général dans l'ancien droit constitutionnel » François Saint Bonnet, Professeur à l'Institut d'études politiques de Rennes (www.conseil-constitutionnel.fr).

⁶ De l'Esprit des lois, III,7.

1. Définition du concept de Gouvernance

Complexité du système actuel, imprégné d'une culture de compromis, le « trilogue », procédure informelle et non codifiée par les traités, dessert la légitimité de l'Union Européenne.

La question de la gouvernance de L'UE est plus que jamais d'actualité, après le vote du Brexit par les citoyens britanniques. Parmi les reproches justifiant ce vote, figurent en bonne place la *complexité et l'obscurité des Institutions et de leur mode de décision*, l'absence de démocratie, une communication inexistante ou incompréhensible.

Pour faire simple :

- le **Parlement** ne dispose pas d'un réel pouvoir législatif, mais a possibilité d'amender les propositions de la Commission, et de proposer de nouveaux textes, de les refuser. Il est censé représenter l'intérêt (le pouvoir ?) des citoyens ;
- la **Commission** dispose du pouvoir législatif et exécutif mais ne décide pas. Elle est censée représenter l'intérêt général de l'Union. Par exemple elle peut émettre une proposition économique visant à créer 50 000 emplois dans l'UE mais en supprimant 25 000 en France.
- le **Conseil de l'UE**, véritable pouvoir décisionnel, représente les intérêts des Etats. Il est considéré par, certains, comme le réel point de blocage de l'UE, empêchant un fonctionnement cohérent de l'ensemble.

Nouvelle gouvernance ?

Parler de **nouvelle gouvernance implique aussi que les pouvoirs politiques jouent pleinement leur rôle...** ce qui implique qu'entre les citoyens et leurs élus il y ait un lien de territorialité. L' élu doit donc être le dépositaire des compétences (réglementaires, juridiques, législatives) exécutives des citoyens.

Une nouvelle gouvernance s'impose compte tenu de la globalisation de la communication : **les citoyens peuvent avoir et désirent avoir une plus grande part dans la gestion des affaires publiques.**

Mais :

- *comment donner plus de démocratie aux Institutions européennes ?*
- *comment rapprocher l'Europe des citoyens ?*

Vers un nouveau traité ?

Pour :

- **donner un réel pouvoir législatif au Parlement européen** : il faudrait, pour cela, **inverser la hiérarchie des rôles** entre Commission/Parlement et doter le Parlement d'une commission des lois ;
- **donner le même poids à la voix de chaque citoyen** suppose une révision de la représentation des Etats et limiter le pouvoir des petits pays (dans la Commission, au Conseil) ;
- **modifier le rôle du Conseil de l'Union Européenne** en donnant à la Commission un rôle de Gouvernement dépendant du Parlement, soit y faire siéger des membres directement élus et non plus laisser le pouvoir à l'euro groupe, instance existant hors traités !

D'autres voies sont à explorer, solidarité-fiscalité-éducation-social-politique étrangère-défense, et notamment une exigence s'impose, celle de l'exemplarité, de la transparence pour échapper à la suspicion de complicité entre les instances européennes et les lobbies d'intérêts financiers ou industriels ; les représentants de la société civile⁷, défenseurs de l'intérêt général, malgré l'art 17, ont du mal à participer au Dialogue !

« Nouvelle gouvernance », sous quelle forme ?

Le désir d'une démocratisation réelle est sensible, ce qui signifie que des progrès doivent être faits de sorte que l'Union européenne ne soit plus seulement une institution recevant des délégations de pouvoirs pour gérer un espace économique mais bénéficie d'un gouvernement du peuple, par le peuple, pour le peuple, ce qui implique qu'elle devienne une démocratie dotée de tous les droits et devoirs d'un Etat, avec un gouvernement élu et responsable devant une assemblée réellement représentative des citoyens européens, avec une pratique de l'écoute de la société civile suffisamment large et transparente pour que l'ensemble des avis soient reçus avant les prises de décision.

En quelque sorte, la demande de nouvelle gouvernance tend à une réorganisation des institutions permettant la recherche de davantage de consensus, **d'avantage de prise de responsabilité collective dans l'orientation politique, économique, sociale, sociétale et culturelle d'un ensemble fédéral ou confédéral qui reste à construire**. Il faut rapidement sortir d'une situation de fait dans laquelle *les opinions publiques font de l'Union Européenne le bouc émissaire idéal pour justifier tous les insuffisances imputables aux dirigeants des Etats membres dont les échecs à s'entendre lors des sommets à Bruxelles sont présentés à tort comme étant le résultat de la politique de "Bruxelles"*.

Comment plus impliquer les citoyens ... européens ?

- inviter les Parlementaires à davantage s'exprimer sans laisser la parole aux seuls opposants ;

- limiter la surreprésentation des intérêts financiers ou industriels (comment ?) ;

- rendre « audible » la communication⁸ des instances européennes : nécessité d'explication des décisions ; relayer les initiatives populaires. Veiller à ce que les citoyens européens aient accès aux informations venant de l'UE, à travers la chaîne Euronews et les chaînes locales, les réseaux sociaux ; demander aux eurodéputés d'être les véritables relais des politiques européennes et qu'ils cessent d'accuser l'Europe de tous les maux quand cela les arrange et de s'arroger ses succès pour les campagnes électorales locales !

⁷ « Les Clusters ».

⁸ A ce titre nous saluons la Consultation publique en cours sur l'évaluation de la communication de l'UE : « Coopération entre le Parlement européen et la Commission européenne en matière de communication dans les pays de l'UE ».

2. L'émergence du rôle de la société civile

Qu'appelle-t-on la société civile, quels en sont les contours ? Quel est son rôle dans le champ public, sur l'espace européen et quels sont ses moyens d'expression ? Y répondre nous amène à prendre la mesure de ses actions dans l'Union européenne et l'évolution de ses institutions.

Société civile : définitions

La société civile⁹ est définie comme « le **domaine de la vie sociale organisée qui se fonde sur le volontariat, la spontanéité, une autosuffisance, l'autonomie vis à vis de l'État. Elle se distingue de la société en général dans le sens où elle implique les citoyens qui agissent collectivement dans un espace public pour exprimer leurs intérêts, leurs passions, et leurs idées, échanger des informations, atteindre des buts communs, interpeller les pouvoirs publics et demander des comptes aux représentants de l'Etat.** Elle n'inclut pas les efforts politiques visant à prendre le contrôle de l'Etat ».

Le concept « société civile »¹⁰ est une notion qu'on oppose à l'État, après la consolidation des états/nations. C'est tout ce qui relève du domaine privé de la société, pris dans un sens collectif et commun sans l'État et plus largement, la puissance publique. Cette approche divise l'espace social entre l'Etat, le marché et une troisième sphère qui serait celle de la culture, des citoyens, de la SOCIETE CIVILE. **C'est ce concept qui a été donné comme un levier essentiel dans l'érosion des régimes autoritaires du bloc soviétique puis des dictatures latino-américaines.** Il désigne ainsi le terrain des associations et organisations non gouvernementales (ONG). Cette expression est aujourd'hui couramment employée pour désigner les participants des forums sociaux, des associations environnementalistes ou des mouvements altermondialistes. **C'est de cette société civile que nous parlons ici, telle que reconnue par l'UE.**

D'après le projet du Traité constitutionnel de l'UE, (*Traité de Rome II de 2004*) article I-47 "la société civile européenne joue un rôle principal comme l'acteur de la démocratie participative : **"Les institutions de l'Union entretiennent un dialogue ouvert, transparent et régulier avec les associations représentatives et la société civile :** c'est ce dialogue qu'organise l'Art 17, Traité de fonctionnement de l'UE (TFUE).

Les champs d'expression de la société civile sur le territoire de l'Europe :

Selon les pays, les champs sont différents : dans les pays de l'Europe de l'ouest, a émergé une autre approche consumériste, plus locale et plus sobre, en relation avec les producteurs locaux, avec les AMAP¹¹ (association pour le maintien d'une agriculture paysanne). **Ces associations ont, par exemple, largement contribué à la COP 21 et sont porteuses des valeurs du Développement**

⁹ Le concept de « société civile » a évolué dans l'Histoire : de l'approche de l'Action Française, d'extrême droite et antirépublicaine à la définition de Larry Diamond, professeur de sciences politiques et de sociologie à l'Université de Stanford (USA).

¹⁰ De la réflexion menée au siècle des Lumières, avec Hobbes, Locke, Rousseau, en passant par Hegel, au XIXème, jusqu'à Gramsci, au XXème...

¹¹ Recherche d'une approche environnementale respectueuse de la nature, d'une économique équitable et redéfinie sur sa valeur d'usage (troc, monnaies locales, non spéculative) ; organisation sociétale non marchande, dans les domaines de la solidarité (gardes d'enfants, personnes âgées, etc.).

Durable (Economie, Social, Environnement gérés de manière associée et prospective avec une gouvernance adaptée).

Cette société civile fonctionne, le plus souvent de manière horizontale¹², avec des modes de concertation originaux et modernes (réseaux sociaux, « think-tank »). Ce n'est pas la gestion du pouvoir qui les intéresse et ce ne sont pas les rapports marchands qui caractérisent, le plus souvent, ces organisations mais la culture du projet commun et collectif.

Dans certains pays de l'Est (Autriche, Hongrie, Macédoine ; par exemple), ces formes d'organisations existent également mais des associations anti-immigrés voire racistes ont pignon sur rue... Est-ce le contrecoup de la crise financière de 2008 qui a conforté le sentiment d'une majorité d'Européens de l'inaptitude des instances bruxelloises ?

La manière dont la crise grecque (et dans une moindre mesure espagnole, portugaise, irlandaise etc.) **a été traitée**, nourrit un ressentiment de plus en plus marqué qui alimente les populistes/néo populistes/ nationaux-populistes qu'on estime entre ¼ et 1/3 des citoyens de l'U.E.

Situation sociale alarmante

L'Europe connaît une situation sociale de plus en plus fragilisée : en moyenne, autour de 10% de la population active reste sans emploi, soit entre 22 et 23 millions de personnes.

Dans l'Europe méditerranéenne ce taux double en particulier pour les jeunes. Dans les régions en dessous de cette moyenne, les rémunérations ont stagné voire baissé.

Partout, la pauvreté et la grande pauvreté ont progressé¹³ : depuis 2008, 3,7 millions d'Européens sont tombés dans cette situation.

Si la société civile est active sur les champs de solidarité, en proposant d'autres formes de consommation, d'actions et de partage, elle manque singulièrement de moyens et de reconnaissance.

La société civile et l'Europe :

Pour engager certaines actions, les associations s'organisent et s'incarnent dans des mouvements plus vastes¹⁴.

En pratique, effectivement les instances européennes¹⁵ est un espace de lobbying important¹⁶. Le processus décisionnel de l'UE laisse une grande place aux différentes organisations¹⁷ pour exprimer

¹² Des collectifs sont réunis sur les questions importantes. Quelquefois, c'est une organisation sous forme d'associations, de société coopérative ; d'autres fois il existe seulement des collectifs, des Assemblées générales permanentes, association de citoyens, avec pétitions, rassemblements, etc.

¹³ Elles touchent entre 6% (« grande pauvreté » c'est à dire des revenus égaux ou inférieurs à 40% du revenu médian) et 17% (« pauvreté » c'est à dire des revenus égaux ou inférieurs à 60% du revenu médian) des Européens soit entre 40 et 84 millions de pauvres.

¹⁴ Ainsi les associations régionalistes se sont dotées de leur propre organisation internationale, l'Alliance libre européenne qui a œuvré pour que soit instituée au sein du Parlement Européen une chambre des régions. Ce qui a été fait en 1994, par la création d'une instance officielle et consultative des collectivités locales. Le mouvement le plus important a probablement été l'alliance des unions syndicales à travers toute l'Europe en tant que coordonnateur d'actions ponctuelles mais aussi en tant que lobby influent à Bruxelles.

¹⁵ Commission et Parlement.

¹⁶ Le plus important étant celui qui se pratique auprès du Conseil de l'Europe.

¹⁷ Associations diverses, think-tanks en tout genre, et ONG : lobbyistes et clusters. Les clusters sont des réseaux d'entreprises constitués majoritairement de PME et de TPE, fortement ancrés localement, souvent sur un même créneau

leurs positions¹⁸. *Ce travail de lobbying peut contribuer sur certains dossiers à une meilleure prise en compte des intérêts défendus par les ONG de défense de l'Environnement.* Les directives sur les pots catalytiques et sur les taux d'émission de substances toxiques par les automobiles sont nées d'une demande de certaines organisations écologiques.

Mais la plupart de ces associations sont « hors champ politique » des Etats et de l'UE, ce qui caractérise leur expression. Le fondement de ces organisations n'est pas d'ordre revendicatif. Il est ancré sur une réalité d'AUTONOMIE et de gestion de projets. ***Ce qui peut être dangereux pour l'Europe : le danger c'est que cette société -riche de projets, d'idées de régénérescence de la démocratie reste hors du champ décisionnel.*** Ce qui jette un certain « discrédit » puisque n'ayant pas de connexions directes avec les citoyens : l'idée est que l'Union Européenne a été créée par une élite, pour une élite.

Hiatus entre Société civile et l'U.E. ?

Plusieurs facteurs existent de fragilisation et d'exclusion de cette société civile des centres de décisions :

- La réglementation européenne privilégie le droit de la concurrence et refuse, sauf exception, la contribution des associations au bien commun.

Elle crée pour les collectivités une situation juridique qui les amène à privilégier les appels d'offres, faisant basculer l'action associative dans le champ concurrentiel. La réforme des collectivités territoriales renforcera l'impossibilité de cofinancements et l'instrumentalisation des associations dès lors que celles-ci n'auront plus qu'un seul financeur. Elle remet en cause les différentes formes de concertation entre associations et collectivités.

- Les plans de rigueur successifs conduisent à de nouvelles ruptures de financement de la part des États et des collectivités locales en faisant reposer la totalité de l'effort de solidarité sur les structures porteuses d'intérêt général, sans faire participer à un niveau identique les détenteurs du capital et les grandes entreprises transfrontalières du CAC 40.

Cela signifie que la vie associative est en train de connaître une remise en cause pure et simple au profit de logiques marchandes. Pour face à cela, plusieurs centaines d'associations se sont regroupées, en France, surtout, au sein d'un collectif des associations citoyennes pour en montrer les dangers. Mais leur démarche se veut également constructive et vise à élaborer des propositions alternatives.

Porteuse de valeurs de partage, de fraternité, de développement durable, travaillant sur un socle de projets non marchands, sans approche spéculative, la société civile peut être un facteur essentiel de régénérescence de la démocratie et d'une gouvernance européenne en lien avec cette démocratie.

Le rôle de la société civile est particulièrement important dans l'accueil des migrants.

de production et souvent à une même filière (cf. France-cluster.fr), par extension au niveau de l'UE, on considère que les clusters ont moins de moyens financiers que les lobbies. A noter, qu'au niveau du Conseil de l'Europe seules les ONG peuvent candidater et ouvrir au sein de la Conférence des ONG.

¹⁸ Par exemple, depuis novembre 2003, un groupe de 63 députés européens s'est constitué en lien avec le « Fair Trade Advocacy Office » (Bureau de lobbying sur le commerce équitable) pour pousser la Commission à adopter une stratégie ambitieuse en matière de commerce équitable.

3. Les migrations : un défi européen

Les migrations sont inscrites dans le patrimoine de l'humanité depuis la nuit des temps, c'est dire qu'il n'y a pas d'humanité sans migrations.

On appelle « *migrant* » toute personne qui quitte son pays d'origine quelles que soient les raisons pour lesquelles elle le quitte : migrant économique, climatique, réfugié politique ; c'est cette dernière catégorie de primo-arrivants qui est au cœur la crise dite des « migrants » en Europe qui focalise tous les fantasmes et accélère les replis nationaux voire « identitaires », mettant en péril l'existence de l'UE. Cette crise ou devrions-nous dire cette nouvelle épreuve fait tanguer l'UE et les citoyens des états-membres que l'on voudrait, avant tout, européens !

Pourtant, à la fin tous ces migrants constituent des migrants économiques, c'est le sens de notre étude complémentaire sur les Migrants¹⁹.

Mais à court terme l'Union Européenne agit en « pompier » pour tenter de gérer dans un contexte européen, une crise mondiale ... une guerre qui ne dit pas son nom. Ces fureurs à la périphérie de Schengen montrent une nouvelle fois la faiblesse du système européen qui a fait du compromis la clé de toute négociation dans un contexte mondial où la raison est encore, hélas, accordée au plus fort.

L'Europe est en crise : en crise économique comme le monde entier depuis 2008 ; crise économique doublée d'une crise de la zone euro ; crises politiques, guerres larvées sur son flanc gauche, Brexit sur le front atlantique ; attentats djihadistes sur son sol. La peur de l'Autre est bien installée.

Il est temps de remettre en exergue ses valeurs humanistes issues de son histoire et de sa culture.

S'agissant des réfugiés, **les aides constituent une obligation humanitaire formelle, un devoir et non une possibilité** pour les Etats européens : *il faut accueillir*. Nous sommes en train de sacrifier nos valeurs citoyennes sur les grillages des camps des réfugiés dans les pays voisins de l'Irak ou de la Syrie ou sur le territoire grec. Les réfugiés vivent dans des conditions terribles ; c'est l'honneur de l'Union Européenne de réagir.

Les pays devenus une destination définitive et en particulier, *les États membres de l'Europe doivent poursuivre leurs efforts pour établir un système de solidarité migratoire.*

Il faut établir un droit d'asile européen commun car les différentes approches nationales favorisent la course au droit d'asile et la migration irrégulière. Tandis que nous constatons, dans la crise actuelle, que les pays servant de passage aux flots de réfugiés assument des responsabilités qui dépassent leurs capacités de gestion. Ces pays sont ceux qui souffrent le plus de la crise de la zone Euro, la Grèce et l'Italie.

Rappelons, qu'en période de vaches grasses, il n'est pas si difficile de faire preuve de générosité. En période de vaches maigres, l'idée du partage semble iconoclaste. Pourtant c'est bien l'idée que nous avons choisi de développer, car l'Europe a également besoin de renforcer les voies d'accès légales et sûres à son territoire.

¹⁹ « Migrations Economiques », réflexions du groupe Comalace, (2016-2017).

Qui sont les migrants ?

Des migrants légaux et illégaux, réfugiés politiques : les migrations concernent plus de 3% des êtres humains. Plusieurs aspects semblent conjoncturels : globalisation avec celle du marché du travail, et son accélération avec les conflits au Moyen-Orient et les changements climatiques.

En quoi ce phénomène est-il un défi ?

C'est un défi pour les pays de transit²⁰, d'accueil que de gérer ces flux migratoires, sans oublier, les pays d'origine incapables d'offrir à leur population la paix et des perspectives d'avenir sur place. L'échec de l'intégration dans le pays d'accueil pourrait présenter des risques de plus en plus importants pour l'unité des nations qui les accueillent.

Les pistes de réflexions

Urgence de secourir, d'accueillir

La capacité économique de l'Europe d'accueillir 1 à 2 millions de réfugiés ne fait aucun doute et l'organisation matérielle de l'accueil ne dépend que de la volonté politique des états-membres : **on a vu l'échec de la CE sur les quotas de réfugiés à accueillir par pays membres de l'UE !**

Cet échec a durablement affaibli les Instances européennes auprès des citoyens des Etats-Membres ; d'autant plus que nombre d'associations se sont mobilisées pour palier l'inaction des Etats.

Pour secourir les Migrants en mer - on se souvient tous de l'impact de la photo du petit Aylan – pour les accueillir en Grèce, en Italie, en France : ce sont les associations civiles qui se sont mobilisées devant l'incapacité des Etats-Membres à s'accorder sur les modalités d'accueil. Les termes de l'accord avec la Turquie ne sont pas compris, ce qui amplifie la défiance des citoyens à l'égard des politiques et de l'UE, non plus que les obligations nées des accords de Schengen qui obligent les autorités à renvoyer le migrant illégal dans le 1^{er} pays d'Europe dans lequel il est « arrivé » !

Changer les mentalités !

Eveiller les consciences - afin que chaque être humain devienne citoyen du monde et réalise que le Migrant qu'il accueille cela pourrait être lui - **par des programmes de formation**, d'éducation et de sensibilisation aux différentes problématiques qui génèrent des conflits ou des situations de crise : climat, économie, religion, corruption etc.

Lutter contre les passeurs... ce qui n'est pas facile ! Mais faire connaître et **soutenir les associations comme « aware migrants »** qui a pour but de dissuader les migrants qui pourraient ne pas obtenir un statut de « réfugié ».

Dans les pays d'origine, s'agissant des migrants économiques, renforcer les aides européennes pour la création d'emplois et soutien des programmes de formations, avec un soutien particulier aux **ONG qui travaillent à émanciper les femmes des contraintes en tout genre qu'elles subissent.**

Favoriser l'intégration.

Le **défi principal est de réussir l'intégration qui reste le résultat d'une volonté réciproque** : l'éducation et l'emploi concernent le plan national, mais **des programmes européens doivent « aider pour aider » mieux à ces tâches.** Que l'accueil et l'intégration soient assurés par les pouvoirs publics et non par des organisations

²⁰ Typiquement pour l'Europe occidentale la Turquie, la Grèce, l'Italie et l'Espagne

privées, la Commission doit insister auprès des États membres pour qu'ils ne diminuent pas les subventions accordées à ces associations. Pour ce qui concerne les subventions européennes, leur mode d'attribution est actuellement très compliqué pour des associations de taille modeste, mais dont l'efficacité est réelle est :

- reconfigurer les banlieues et les quartiers difficiles pour **casser les ghettos** et **favoriser la mixité sociale** (associée à une politique de quotas temporaires), ethnique et religieuse,
- **organiser l'apprentissage de la langue du pays d'accueil**,
- prévoir l'alphabétisation des femmes et la scolarisation des enfants,
- **soutenir les associations qui agissent sur le terrain des quartiers difficiles**, en contractualisant les relations avec elles, dans une perspective d'actions à moyen et long terme,
- mettre en place une formation obligatoire à destination des prédicateurs (étrangers ou français) - quelle que soit leur religion - pour leur apprendre ce qu'est la nation qui les accueille, et leur faire signer un contrat qui engage leur responsabilité civile et pénale,
- **lutter plus efficacement contre toute forme de discrimination** en considérant l'immigration non pas comme un problème mais comme une richesse,
- veiller à **mieux répartir la richesse nationale pour que tous les citoyens se sentent concernés par l'accueil des migrants**.
- informer la population européenne de la chance que peut présenter pour l'Europe, l'afflux d'une population jeune dans une Europe vieillissante, selon les prévisions il manquera 40 millions de personnes actives en 2030 sur le marché du travail de l'UE !
- **transformer le vivre ensemble** non pas en simples promesses verbales mais **en actes dans la sphère publique**, à l'école, dans les institutions, dans les entreprises, ouvrir la mixité sociale dans les banlieues et soutenir celle des quartiers des villes.

Avoir conscience qu'en rejetant l'autre, l'étranger, c'est un peu de soi que l'on rejette.

Car, rejeter l'autre et soi, c'est gommer un peu plus les efforts des précédentes générations qui ont dit non à la Guerre et qui ont rêvé d'une Paix et d'une Prospérité pour tous les peuples, en Europe et dans le Monde.

4. Propositions pour ré-enchanter l'Europe

Il faut construire la citoyenneté européenne par une politique sociale.

Les Institutions européennes apparaissent très éloignées des préoccupations quotidiennes des citoyens qui se sentent réduits à de simples figurants ; **c'est un sentiment très fort dans les jeunes générations.**

Pire, la politique européenne est le plus souvent vécue comme favorable à ceux qui la décident et défavorable à ceux qui la subissent.

Avec une politique de développement concerté des droits sociaux, un débat politique pour définir le système politique démocratique de l'Union et ses finalités, et **un combat permanent pour atteindre à l'égalité homme/femme**, notamment par **le développement du principe de laïcité**, l'Europe se réformerait utilement dans son fonctionnement institutionnel et sa gouvernance économique.

Une profonde réforme de la société s'impose

Des mouvements se sont répandus en Europe, passant par l'Espagne, la Grèce, le Portugal, l'Irlande, l'Italie et la France.

Ils ne sont pas retombés aujourd'hui ce qui montre bien qu'il est un **vrai mouvement de fond, souhait de nos jeunes à « faire changer le monde, à faire bouger les choses »**, à révolutionner le système. *Quand nous parlons d'un changement profond de paradigme nous ne disons pas autre chose : ré-enchanter la Jeunesse pour régénérer le désir d'Europe.*

La jeunesse d'aujourd'hui !

Une génération perdue ou une variable d'ajustement ?

Le taux de chômage des 15-24 ans n'a jamais été aussi élevé²¹, d'où le qualificatif de « **génération sacrifiée** ». D'ailleurs cette génération est **utilisée comme une « variable d'ajustement »** par le biais de **stages**, périodes d'essai, **contrats à petite durée déterminée**

La jeunesse est la première victime de la situation économique !

S'adapter aux nouveaux forums, les réseaux sociaux : une jeunesse sur la voie de la liberté et de l'intégration sociale

Internet propose des outils de débats qui permettent d'attirer un public qui se méfie de l'embrigadement idéologique propre aux partis politiques ; **dans cet espace se forge une autre conception du rapport à la « res publica ».**

La jeunesse réintègre ainsi la société, où elle fait passer des messages d'intérêt collectif en s'organisant en groupes de pression (ex. Robin Hood Tax, ou taxe Tobin, le mouvement des jeunes « indignés » en Europe, « Nuit Debout » ...), **en réagissant elle participe au changement de la société.**

²¹ Il est de 23 % en Europe. Mais il est encore de près de 50 % pour la Grèce, l'Espagne et le Portugal, de près de 40 % pour l'Italie et la Croatie, de près de 30 % pour la France.

Dans ce cadre, les objectifs de notre action et nos suggestions, en faveur notamment de notre jeunesse, sont :

- **une meilleure participation des jeunes et des organisations de jeunesse dans la société et dans les processus décisionnels** ; il faut en faire des partenaires reconnus des institutions internationales ;
- **les valeurs européennes doivent être comprises**. Il faut **développer la capacité de penser, de comprendre**. C'est un grand défi pour la survie de l'Europe. L'école doit trouver des nouvelles marques : les compétences des Etats doivent être globalisées en Europe. « Nous devons répondre pour les générations futures. »
- **avoir la volonté d'offrir l'envie aux générations de réapprendre à vivre ensemble** pour se reconnaître en tant que partenaires de vie et s'ouvrir à la pluralité ;
- **encourager l'enseignement de l'histoire européenne commune** : c'est un outil indispensable pour façonner les identités et les appartenances... et pourquoi pas, créer un corps d'enseignants européens, diffusant une instruction civique européenne !
- **favoriser l'apprentissage et la recherche d'emploi**, mettre en place une rémunération qui permet de vivre dignement ;
- **favoriser l'accès des jeunes au logement** ;
- **établir l'égalité des droits et des chances pour les jeunes** en Europe ;
- freiner la montée d'un système qui soumet trop la jeunesse aux puissances financières ;
- adopter également des mesures non marchandes et mettre en place les actions correspondantes pour contribuer à la **formation du citoyen, formation conçue comme une sorte de parcours initiatique favorisant l'émancipation individuelle** (liberté d'être et de penser) au sein de la société ;
- **créer un fonds alimenté par une taxe sur les mouvements de capitaux et destiné à :**
 - **mettre des capitaux sous certaines conditions à la disposition des jeunes ou d'entrepreneurs s'engageant à employer durablement des jeunes** pour développer des entreprises dans tous les secteurs économiques mais avec une priorité pour les entreprises créatrices de biens matériels d'usage courant ;
 - **apporter des subventions aux entreprises qui s'engageraient à conserver et à transmettre aux jeunes des traditions de métiers**, c'est-à-dire qui poursuivraient dans un secteur particulier les traditions professionnelles de sorte à ne pas perdre certaines techniques qui pourraient un jour se réinvestir dans des métiers artisanaux ou industriels sur des marchés particuliers.

Pour nous, tout cela a un but : **redonner à la jeunesse de l'espérance, l'envie de créer, le goût d'agir ensemble et en commun** ; ainsi le futur devient-il directement l'horizon d'une responsabilité commune et intergénérationnelle.

Création d'une Charte de cohésion sociale et de solidarité

Parce que **la cohésion sociale nous paraît essentielle pour la société européenne**, et encore plus aujourd'hui pour les plus jeunes générations, **il est fondamental de proposer une charte européenne de cohésion sociale** :

- **re-démocratiser nos sociétés**, les lois ne peuvent pas être passées soit par des mémorandums ou ordonnances ; les peuples ne le supportent plus, nos jeunes encore moins ;

- unifier la fiscalité sur un socle de dettes apurées ;
- moraliser le rapport capital/travail et taxer partout toutes les transactions financières ;
- *instaurer un revenu minimum d'existence, garant de la solidarité universelle* ;
- garantir la protection et l'accès à la justice pour tous ;
- promouvoir une Europe des savoirs pour une compréhension mutuelle des peuples ;
- prévoir et gérer les phénomènes migratoires, sources de richesses pour les peuples ;
- *favoriser une croissance durable et maîtrisée par la responsabilisation et l'exemplarité* ;
- faire du travail une activité économique et sociale humaniste, contribuant au bonheur ;
- *garantir la séparation du religieux et de l'état*, assurant la liberté absolue de conscience fondement de la laïcité ;
- *promouvoir la souveraineté et la citoyenneté européenne garantie d'une démocratie participative.*

L'espoir est une caractéristique majeure

Alors, **notre rôle est de donner de l'espoir** à notre jeunesse pour susciter son intérêt et favoriser le dialogue, couvrir ses besoins, utiliser l'art comme un moyen et être un lieu convivial de rencontre et de libres échanges. Il faut rassurer notre jeunesse, lui présenter notre message positif et notre ardeur à nous battre continuellement ; on peut également favoriser la consolidation du sentiment d'identité et de citoyenneté européennes, d'une cohésion sociale recherchée. **Luttons avec les jeunes générations contre un conformisme de mauvais augure.**

Vivre ensemble : laïcité et solidarité

Le vivre ensemble est le cœur de notre problématique et la laïcité est le ciment qui le permet, quelles que soient les opinions et les croyances des uns et des autres. *En marquant un espace public et un espace privé, l'accent est mis sur ce qui rapproche les hommes et non sur ce qui les sépare* ; ainsi la laïcité bannit tout ce qui peut diviser. Sa seule exigence est la liberté absolue de conscience.

Pour nous pencher utilement sur notre jeunesse il nous semble fondamental de :

- Construire une *Europe solidaire* ;
- Renforcer la démocratie par une réforme institutionnelle, où *l'exécutif rendrait des comptes directement au Parlement* ;
- Travailler à humaniser la mondialisation, créer une économie durable, *un modèle démocratique et participatif* ;
- Lutter contre la *corruption* par une morale et une éthique politiques, mettre en place des organes indépendants de contrôle du financement des partis politiques et *protéger les lanceurs d'alerte* ;
- Préserver les intérêts européens dans le dialogue Nord / Nord : les négociations TTIP ou PTCI (Projet de Partenariat Transatlantique pour le Commerce et l'Investissement) et CETA doivent être transparentes ;
- Équilibrer le dialogue Sud / Nord notamment dans la gestion de l'immigration, en gérant mieux les migrations régulières pour mieux combattre les migrations irrégulières ;

Conclusion

Avec une politique de développement concertée des **droits sociaux**, un débat politique pour définir le **système politique démocratique** de l'Union et ses finalités, et un combat permanent pour atteindre à **l'égalité homme/femme**, notamment par le développement du principe de **laïcité**, l'Europe se réformerait utilement dans son fonctionnement institutionnel et sa gouvernance économique.

En retrouvant le sens de la **justice** et en œuvrant à une politique sociale, l'Europe trouverait **le sens des solidarités** constitutives du ciment qui doit nous unir : dont la connaissance des droits fondamentaux est le ferment, nous devons plus les ignorer pour les défendre, les répandre, les faire triompher ! **Un dialogue équilibré avec le reste du monde doit apporter paix, sécurité et droits de l'homme.**

L'homme est « le terme unique d'où il faut partir et auquel il faut tout ramener » (Diderot, l'Encyclopédie).

C'est le sens de toutes **nos propositions**.

Le groupe COMALACE

Les travaux du Groupe COMALACE : 2009/2017.

2009 : Les différentes perceptions de la laïcité en Europe.

2010 : Contribution à la citoyenneté européenne.

2011 : Quelles propositions la Franc-maçonnerie peut-elle faire pour répondre aux aspirations de la jeunesse ?

2012 : Le travail, l'emploi et la solidarité pour une indispensable cohésion sociale.

2012 : Les politiques sociales en faveur d'une solidarité intergénérationnelle : différentes perspectives en Europe.

2013 : La citoyenneté européenne à l'épreuve des faits.

2013 : Construire l'Union Européenne par le social.

2014 : Le devenir de l'humain dans la politique sociale de l'Europe : innovation et citoyenneté.

2015 : L'Europe que nous aimons : 10 idées force. Tolérance et Vivre ensemble.

2016 : Comment nos valeurs peuvent réenchanter la jeunesse européenne.

2016 – 2017 : Vers une nouvelle gouvernance européenne.

2016 – 2017 : Migrations économiques.